

La société civile face à la problématique de l’approvisionnement en eau potable, l’aménagement et de l’assainissement des quartiers périphériques des citées urbaines africaines : cas du Quartier de Lafiabougou Bougoudani Banzoumanakin, ville de Bamako

Souleymane FOFANA, Vice-président d’ALB, Bamako (Mali)

INTRODUCTION :

Le Mali est un pays continental sahélien avec une superficie de 1.240.238 km² divisé entre 8 régions et le district de Bamako la capitale du pays. Les régions sont divisées en cercles (49) ; les cercles sont divisés en arrondissements et les arrondissements en communes (703).

Le relief quelque peu accidenté est caractérisé par des plateaux gréseux dominant quelques plaines et pénéplaines. La population d’environ 13.007.000 habitants est très cosmopolite, à majorité rurale analphabète (80 %).

L’économie est essentiellement basée sur les productions primaires et le revenu per capita ne dépasse guère 200 dollars par an. Le District de Bamako comprend six communes dirigées par des maires élus et il existe un maire du district et un gouverneur.

À la faveur des indépendances et de l’évolution politique, sociale et économique, les villes se sont développées rapidement sans viabilisation favorisant ainsi l’émergence de quartiers spontanés. D’où l’existence d’une chaîne de problèmes relatifs et la dégradation grave et persistante du cadre de vie des populations comme celles du Bougoudani dans la commune IV du district de Bamako.

QU’APPELLE-T-ON SOCIÉTÉ CIVILE ?

La société civile est l’ensemble des populations civiles vivant dans et autour des grandes villes et campagnes et exerçant diverses activités libérales indépendantes, non gouvernemental à caractère essentiellement privé pour subvenir à leurs besoins.

Par le passé, cette société civile se définissait simplement comme la composante de la population non militaire ou paramilitaire, mais aujourd’hui elle comprend même les fonctionnaires du gouvernement habitants dans les quartiers

Dans le cadre du développement du Mali en général, et des communes en particulier, les efforts fournis par les collectivités avec le soutien de l’État sont encore insuffisants pour améliorer suffisamment les conditions de vie des populations.

LA PROBLÉMATIQUE :

Les populations de la commune IV notamment celles de Bougoudani souffrent du fait de l’accessibilité difficile du quartier en toute saison, de la précarité de leurs conditions de vie dans un environnement mal sain où la frange fragile de la population (femmes et surtout les enfants) est frappée de plusieurs maladies dues à l’insalubrité, au manque d’hygiène et à la pollution.

En effet, avec une communauté d’environ 20.000 âmes dont la majorité vivant sous le seuil de la pauvreté, le quartier est situé en commune IV coincé entre deux flancs de collines et le sol très rocailleux ne facilite pas la réalisation d’infrastructures ; les fosses septiques réalisées sont généralement petites et non étanches, les puits sont pollués, les eaux de ruissellement autant que les eaux usées coulent à même le sol et l’érosion y est forte.

LES FACTEURS DE DÉGRADATION DU CADRE DE VIE :

Les infrastructures et moyens de bases pour l'élimination et le traitement des déchets solides et liquides sont presque inexistantes. L'incivisme par manque de formation et d'information de la masse fait que la méconnaissance des mesures d'hygiène élémentaires aggrave cette situation préoccupante au niveau des collectivités sous équipées ou mal organisées, mais aussi et surtout préoccupées par d'autres activités plus lucratives que l'amélioration du cadre de vie de leurs électeurs.

- L'insuffisance de la prise en compte des aspects environnementaux dans les politiques sectorielles ;
- La mauvaise gestion des déchets spéciaux : biomédicaux, industriels, emballages des pesticides, produits et denrées avariés ;
- Le faible engagement des autorités communales ;
- L'incivisme de la population et sa méconnaissance des dangers liés à la mauvaise gestion des déchets ;
- La faiblesse de mobilisation des ressources financières consacrées à l'assainissement ;
- Le retard dans la mise en œuvre de la stratégie de gestion des déchets solides ;
- L'absence de dépôts de transit aménagés et de décharges contrôlées pour la ville de Bamako ;
- La multiplicité des acteurs et l'insuffisance de coordination des interventions ;
- La duplication des missions au niveau de certains services techniques de l'État (DNACPN, DNH, DNS) ;
- Le coût excessif de la production et de la diffusion des messages de sensibilisation en matière d'assainissement au niveau des médias ;
- L'insuffisance notoire des infrastructures de gestion des déchets liquides ;
- La pollution atmosphérique croissante dans la ville de Bamako.

LES RECOMMANDATIONS :

- Une forte implication des associations de la société civile dans les processus décisionnels de gestion de l'environnement ;
- Un soutien matériel et financier aux associations de quartier pour l'aménagement et l'assainissement ;
- Le développement d'une stratégie appropriée de formation et d'information des populations ;
- Une prise en compte systématique des aspects environnementaux dans toutes les politiques sectorielles ;
- Une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et toxiques (déchets biomédicaux, produits et denrées avariées, déchets industriels, etc.) par la mise en place de centres d'incinération appropriés ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation et d'information à l'endroit des élus communaux en matière d'assainissement ;
- Une application rigoureuse des textes et la mise en œuvre d'un plan de communication ;
- Une forte mobilisation des ressources locales, un renforcement de la participation financière de l'Etat et des partenaires au développement et la gestion rationnelle des fonds ;
- Une mise en œuvre urgente de la stratégie de gestion des déchets solides du district de Bamako ;
- Une affectation diligente des dépôts de transit et de la décharge de Dialakorobougou et leur aménagement ;
- Une contractualisation de l'intervention des GIE dans les quartiers ;
- Une étude pour l'affectation et l'aménagement du site de la décharge de Samanko 2 ;
- Une meilleure coordination et harmonisation des actions des différents intervenants par la création et l'animation de cadres de concertation ;
- Une relecture des textes en vue d'éviter les interférences dans les missions des différentes structures ;

- Une large diffusion des textes au niveau des populations à la base et la mise à disposition des ressources humaines qualifiées et suffisantes pour les appliquer ;
- Une gratuité de diffusion des messages en matière d’assainissement et de lutte contre les pollutions et les nuisances ;
- Une plus grande mobilisation des ressources pour la réalisation des infrastructures de gestion des déchets liquides par l’exploitation de toutes les opportunités de financement (ANICT, FEM, PDUD, OMH, et autres partenaires au développement) ;
- Une rigueur dans l’application des textes pour certaines activités polluantes (brûlage de pneumatique et de déchets au niveau des dépôts de transit) ;
- Installation des capteurs à travers la ville pour déterminer le niveau de pollution atmosphérique.

Déterminer les rôles et responsabilités des différents acteurs de l’assainissement et proposer des stratégies de lutte participative contre les pollutions et les nuisances qui menacent dangereusement la vie des habitants du district.

La non viabilisation du quartier né spontanément suite au morcellement d’un titre foncier privé. C’est dans ce contexte qu’est née au sein de la commune IV une association qui voudrait apporter sa modeste contribution aux efforts précités.

L’Association ALB prévoit dans son programme d’action plusieurs activités d’aménagement et d’assainissements avec la participation souhaitée de tous les acteurs concernés.

Gestion des déchets Solides

Intervenants	Rôles	Moyens	Niveaux	
			Commune	Région
Ménages	- nettoyage - conditionnement - abonnement	Équipements de salubrité (balais, poubelles), Frais d'enlèvement, taxes voirie	x	
Établissements publics, commerciaux, industriels et artisans	- nettoyage - conditionnement - abonnement et financement	Équipements de salubrité (balais, poubelles), Frais d'enlèvement, taxes voirie	x	
GIE de pré collecte, Coopératives	- pré collecte - balayage - promotion et vente poubelles - sensibilisation	Équipements : charrette, mini-tracteurs, bennes, personnel, guides de sensibilisation	x	
Associations	- balayage - organisation journées de salubrité - sensibilisation - promotion et vente de poubelles	Petit matériel de nettoyage camions	x	x
O.N.G.	- renforcement des capacités des GIE, associations et services techniques, C.C.C - études et recherche de financement	Ressources humaines et matérielles	x	x
Comité de salubrité	- mobilisation des populations, C.C.C. - organisation de journées de salubrité	Ressources humaines Petit matériel	x	
Mairie des communes SACPN B.H. BUPE Antenne DRUH Service de la réglementation et du contrôle	- planification et contrôle des activités de pré-collecte - suivi-évaluation des acteurs - participation à l'enlèvement des ordures - promotion des poubelles - financement des activités d'assainissement - recouvrement des taxes - mise à disposition des dépôts de transit - choix des GIE et répartition des territoires de collecte ; - appui-conseil	Budget communal, humains	x	
Mairie du District DSUVA CTAC BUPE	- planification et contrôle des activités de collecte - financement - suivi-évaluation des acteurs - balayage des voies - collecte et mise en décharge - identification et aménagement des dépôts de transit - réglementation gestion déchets	humains et matériels Budget District		x
Gouvernorat DRR DRACPN DRS DRUH DRRC DRPFEF	- Balayage de certaines routes - Appui-conseil, application des textes - Appui aux communes pour la mise en œuvre des activités de d'hygiène et de salubrité - gestion des déchets biomédicaux - identification et suivi des aménagements de dépôts de transit et de décharges - gestion des produits et denrées avariés,	humains Budget d'État		x

Intervenants	Rôles	Moyens	Niveaux	
			Commune	Région
	- appui aux O.N.G. et associations féminines, - C.C.C.			
DNTCP, DN Impôts	- enrôlement et recouvrement des taxes de voirie et de la redevance urbaine	humains et techniques		x
PDUD	- appui élaboration des outils de gestion	humains et financiers		x
Services centraux (DNACPN, DNUH, DNS, DNH, DNR, DGRC, DNPf)	- prise en compte des aspects environnementaux dans les politiques sectorielles	Textes, Schémas, Plans, projets		
Autorités de tutelle (MATCL, Gouvernorat)	- Contrôle de légalité, - élaboration de textes législatifs et réglementaires - mobilisation des autorités communales	humains et techniques		x
Entreprises privées	- nettoyage - collecte et mise en décharge - construction, installation et gestion d'ouvrages	humains, matériels et financiers	x	x
Partenaires au développement	- financement des activités, études, appuis technique et matériel	humains, matériels et financiers	x	x

Gestion des déchets liquides

Intervenants	Rôles	Moyens	Niveaux	
			Commune	Région
Ménages	-construction des ouvrages individuels - entretien des ouvrages d'assainissement individuels et collectifs	humains et financiers	x	
Teinturières				
Établissements publics, commerciaux, industriels et artisans	- construction et entretien d'ouvrages individuels - actions citoyennes d'entretien des ouvrages semi-collectifs et collectifs	humains, financiers et matériels		
GIE	-construction d'ouvrages individuels et semi-collectifs - entretien des ouvrages d'assainissement individuels, semi-collectifs et collectifs	humains, matériels et financiers	x	x
Associations et comités d'assainissement	- C.C.C - mobilisation - entretien des ouvrages	Humains et matériels	x	
O.N.G. et Coopératives	- organisation des populations - études et recherche de financement - suivi de projets	Ressources humaines, matérielles et financières	x	x

Intervenants	Rôles	Moyens	Niveaux	
			Commune	Région
Opérateurs privés	- construction d'ouvrages, - vidange des fosses, puisards, etc.	ressources matérielles et financières	x	
Mairie des communes SACPN COGEVAD et COPIDUC Brigade d'hygiène BUPE Antenne DRUH	- études - construction et entretien d'ouvrages - appui-conseil - suivi des activités - application des textes - recherche de financement	Ressources humaines, matérielles et financières	x	
Mairie du District CTAC DSUVA BUPE	- études et réalisation des ouvrages - contrôle et suivi des activités - entretien des ouvrages - application des textes	Ressources humaines, matérielles et financières		x
Gouvernorat DRACPN DRS DRUH DRR/DB DRHE	- suivi-évaluation des activités des services communaux - appui-conseil - application des textes - recherche de financement	humains et financiers		X
DNACPN DNS DNUH DNH DNR OMH	- études et réalisation des ouvrages (élaboration de la stratégie de gestion des déchets liquides du District) - recherche de financement - financement de construction d'ouvrages semi-collectifs et collectifs	Textes, Schémas, Plans, projets financiers		x
Autorités de tutelle (MATCL, Gouvernorat)	- Contrôle de légalité, - élaboration de textes législatifs et réglementaires - mobilisation des autorités communales	humains et techniques		x
Partenaires au développement	financement, études, appuis techniques et matériel	Humains, matériels et financiers	x	x

CONCLUSION :

Dans le contexte actuel de développement du Mali et face aux problèmes d'insalubrité, de dégradation exagérée de l'environnement, de la pollution et des nuisances graves qui rendent la vie désagréable dans la ville et menacent en permanence la vie des citoyens et notamment celle des femmes et des enfants, des dispositions urgentes doivent être prises.

Pour ce faire, les populations doivent s'organiser sans attendre les promesses électorales qui ne viennent jamais que sous forme de tee-shirts, thé, et quelques bribes.

Il est temps aussi que les partenaires financiers s'intéressent aux besoins des populations à travers les organisations locales de la société civile qui désespérées ne savent plus à quel saint se vouer puisque tout passe par l'État et les élus qui pour la plupart ignorent leur existence des leurs prises de pouvoir.

La véritable sauvegarde de l'environnement de manière durable passe indéniablement par le financement des activités de proximités réalisées par les populations concernées.

Liste des abréviations

ALB: Association pour l'Aménagement et l'Assainissement de Lafiabougou Bougoudani ANICT :

Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales

BH: Brigade d'Hygiène

BUPE: Brigade Urbaine de Protection de l'Environnement

COGEVAD

COGIAM : Collectif des GIE au Mali

CCC : Centre de Conseil Communal

CTAC: Cellule Technique d'Appui aux Communes

DNCT: Direction Nationale des Collectivités Territoriales

DNFP : Direction Nationale de Fonction Publique

DNR : Direction Nationale des Routes

DNACPN : Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances

DNUH: Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat

DNH: Direction Nationale de l'Hydraulique

DNS: Direction Nationale de la Santé

DRPFEF: Direction Régionale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille

DRR : Direction Régionale de Routes

DRS : Direction Régionale de la Santé

DRHE : Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie

DRUH: Direction Régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat

DSUVA: Direction des Services Urbains de Voirie et d'Assainissement

FEM: Fond pour l'Environnement Mondial

GIE: Groupement d'Intérêt Economique

MATCL: Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales

ONG: Organisation Non Gouvernementale

OMH: Office Malien de l'Habitat

PDUD: Projet de Développement Urbain Décentralisé

RRD: Réseau Réussir la Décentralisation

SACPN: Service de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances